

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1992.
Brussel, 22 juni 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 1914

[C — 27297]

30 AVRIL 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant la procédure et les conditions pour le retrait d'un titre minier

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1988 sur les mines;

Vu l'avis du conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

TITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- Exécutif : l'Exécutif de la Région wallonne;
- décret : le décret du 7 juillet 1988 sur les mines;
- Ministre : le Ministre qui a les mines dans ses attributions;
- administration : la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne,
- ingénieur des mines : le directeur du centre extérieur de la division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-Sol.

TITRE II. — Du permis de recherche

CHAPITRE Ier. — De la renonciation

Art. 2. La demande de renonciation à un permis de recherche est adressée en double exemplaire à l'administration, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, au moins un an avant la date d'expiration de la période en cours du permis.

Une copie de la demande sans les annexes est adressée au Ministre.

Art. 3. § 1er. La demande indique :

1° Les nom, prénom, qualité, nationalité, domicile du demandeur et, si elle est faite au nom d'une société, la raison sociale, la forme juridique et le siège social de celle-ci.

Si elle est présentée par plusieurs sociétés agissant à titre conjoint et solidaire, les renseignements concernant le demandeur seront fournis par chacune d'elles.

2° Les titres miniers portant les substances visées dont le demandeur est titulaire en spécifiant ceux compris en tout ou en partie dans le périmètre pour lequel la renonciation est sollicitée.

§ 2. A la demande sont annexées les pièces suivantes :

1° un mémoire exposant les dépenses consacrées à la recherche dans le cadre du permis, détaillant les résultats des recherches et justifiant la demande;

2° si la demande est faite au nom d'une société, un exemplaire des statuts et la justification des pouvoirs de la personne qui a signé la demande.

§ 3. Dans le cas d'une renonciation partielle, seront également annexées les pièces suivantes :

1° le programme général et l'échelonnement des travaux que le demandeur projette d'exécuter pendant la période restante de validité du permis sur le territoire non renoncé, l'effort financier minimum qu'il s'engage à consacrer et qui pourra être liquidé;

2° les documents cartographiques suivants, signés du demandeur et présentés dans des conditions assurant leur conservation :

a) un exemplaire de la carte à l'échelle 1/100 000 situant sur le territoire des provinces concernées le périmètre pour lequel la renonciation est sollicitée;

b) un exemplaire de la carte à l'échelle 1/25 000 sur laquelle sont précisés les sommets et limites du périmètre pour lequel la renonciation est sollicitée, les points géographiques ou géodésiques servant à les définir et éventuellement les limites de concessions et permis de recherche de mine de toute nature compris en tout ou en partie à l'intérieur de ce périmètre.

Art. 4. L'administration transcrit la demande à sa date au registre spécial des titres miniers et délivre un extrait certifié conforme de cette transcription au requérant. Ce registre pourra être consulté par tous ceux qui le désirent.

L'ingénieur des mines vérifie si la demande est conforme à l'article 3. Si tel n'est pas le cas, il réclame les renseignements manquants au requérant qui doit les fournir dans un délai de quinze jours.

L'administration envoie l'avis de l'ingénieur des mines au Ministre, dans un délai de deux mois à partir de la date de la réception de la demande.

Art. 5. Dans les deux mois suivant la réception de l'avis de l'ingénieur des mines, le Ministre transmet le dossier avec son rapport, pour avis, au conseil d'Etat.

Art. 6. L'Exécutif statue par arrêté sur la demande de renonciation dans un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis du conseil d'Etat.

Dans le cas d'une renonciation partielle, l'arrêté impose, au bénéficiaire, des nouvelles obligations relatives au programme général des recherches et à leur répartition dans le temps, ainsi qu'aux dépenses minimales à engager et à leur indexation éventuelle.

Art. 7. L'arrêté de l'Exécutif octroyant la renonciation totale ou partielle d'un permis de recherche est publié au *Moniteur belge*. Copie conforme de cet arrêté est adressée par les soins de l'ingénieur des mines :

- à l'intéressé;
- aux gouverneurs des provinces concernées.

CHAPITRE II. — De la déchéance

Art. 8. Quand un permis de recherche est susceptible d'être retiré en application de l'article 50 du décret, le gouverneur de la province sur laquelle le permis a la plus grande étendue, sur le rapport de l'ingénieur des mines, adresse au titulaire du titre une mise en demeure lui fixant un délai de trois mois pour satisfaire à ses obligations et lui rappelant les sanctions encourues.

Si ce titre est détenu conjointement par plusieurs titulaires, cette mise en demeure est faite à chacun d'entre eux.

Les notifications sont faites au dernier domicile connu du ou des intéressé(s).

Si, à l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1er, la mise en demeure est restée sans effet, l'ingénieur des mines transmet, en deux mois, une proposition motivée de déchéance aux députations permanentes intéressées.

Celles-ci saisies, transmettent cette proposition dans le mois, avec leur avis au Ministre.

Art. 9. Dans le mois suivant la réception des avis des députations permanentes, le Ministre transmet le dossier avec son rapport, pour avis, au Conseil d'Etat.

Art. 10. L'Exécutif statue par arrêté sur la proposition de déchéance dans un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis du Conseil d'Etat.

Dans le cadre d'une déchéance partielle, l'arrêté impose au bénéficiaire des nouvelles obligations relatives au programme général des recherches et à leur répartition dans le temps, ainsi qu'aux dépenses minimales à engager et à leur indexation éventuelle.

Art. 11. L'arrêté de l'Exécutif prononçant la déchéance totale ou partielle d'un permis de recherche est publié et notifié conformément à l'article 7.

TITRE III. — De la concession

CHAPITRE 1er. — Généralités

Art. 12. Les sociétés concessionnaires dissoutes ne pourront clore leur liquidation avant que la concession leur ait été retirée par l'Exécutif.

CHAPITRE II. — De la renonciation

Art. 13. La demande de renonciation à une concession de mine est adressée en deux exemplaires au(x) Gouverneur(s) des provinces concernées par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

Une copie de la demande sans les annexes est adressée à l'administration qui la transcrit, à sa date, au registre spécial des titres miniers. Ce registre pourra être consulté par tous ceux qui le désirent.

Art. 14. § 1er. La demande indique :

1° Les nom, prénom, qualité, nationalité, domicile du demandeur, et s'il s'agit d'une société, la raison sociale, la forme juridique et le siège social de celle-ci.

Si elle est présentée par plusieurs sociétés agissant à titre conjoint et solidaire, les renseignements concernant le demandeur seront fournis par chacune d'elles.

2° Les titres miniers portant sur les substances visées dont le demandeur est titulaire en spécifiant ceux qui sont compris en tout ou en partie dans le périmètre pour lequel la renonciation est sollicitée.

§ 2. A la demande sont annexées les pièces suivantes :

1° Tous documents de nature à justifier les droits du demandeur et, le cas échéant, des pouvoirs du signataire de la demande.

Si la concession est détenue conjointement par plusieurs titulaires, les renseignements concernant le demandeur seront fournis par chacun d'eux.

2° Les documents cartographiques suivants signés du demandeur et présentés dans des conditions assurant leur conservation :

a) un exemplaire de la carte à l'échelle 1/100 000 situant sur le territoire des provinces concernées le périmètre pour lequel la renonciation est sollicitée;

b) un exemplaire de la carte à l'échelle 1/25 000 sur laquelle sont précisés les sommets et les limites du périmètre pour lequel la renonciation est sollicitée, les points géographiques ou géodésiques servant à les définir et éventuellement, les limites de concessions et permis de recherche de mine de toute nature compris en tout ou en partie à l'intérieur de ce périmètre, les noms des concessions voisines, les limites des zones ayant fait l'objet d'exploitation en vertu de la concession pour laquelle la renonciation est demandée, les limites des zones ayant fait l'objet d'amodiation.

3° Dans le cas d'une demande en renonciation partielle comportant une modification des limites du périmètre de la concession, les plans mentionnés au 2° porteront les indications du nouveau périmètre.

4° Un certificat du conservateur des hypothèques constatant qu'il n'existe point d'inscription hypothécaire sur la concession ou dans le cas contraire, un état de celles qui auraient été prises en y joignant la mainlevée de ces inscriptions.

5° Une liste exhaustive des puits et issues de mines ayant fait l'objet d'un arrêté d'abandon de la députation permanente avec les références de cet arrêté.

6° Une liste exhaustive et une carte au 1/10 000 situant l'emplacement des puits et issues de mines n'ayant fait l'objet d'aucun arrêté d'abandon, qu'ils soient repérés en surface, ou non repérés en surface mais connus par les plans.

7° Une déclaration sur l'honneur signée par le ou les titulaires certifiant que les puits et issues mentionnés au 5° satisfont aux conditions des arrêtés d'abandon.

Si ce n'est pas le cas, les titulaires notifieront le délai dans lequel ils se proposent de régulariser la situation.

Art. 15. Endéans les quinze jours, le Gouverneur transmet un exemplaire de la demande et de ses annexes à l'ingénieur des mines.

Art. 16. Dans les deux mois de la réception du dossier, l'ingénieur des mines adresse aux députations permanentes concernées un rapport constatant que le demandeur a satisfait ou non à ses obligations.

Si ce n'est pas le cas, les députations permanentes, dans le mois suivant la réception de l'avis de l'ingénieur des mines, fixent les délais dans lesquels le demandeur devra, d'une part, exécuter les travaux de sûreté prescrits conformément aux lois et règlements et, d'autre part, obtenir mainlevée de toutes les inscriptions prises sur la mine, et informent l'ingénieur des mines.

A l'expiration des délais prévus, le demandeur adressera à l'ingénieur des mines, un certificat du conservateur des hypothèques constatant que la mine est quitte et libre de toute inscription et l'informerá de l'exécution des travaux prescrits.

Dans les deux mois suivant la date d'expiration des délais précités, l'ingénieur des mines adressera aux députations permanentes le rapport prévu à l'alinéa 1er.

Dans le mois de la réception du rapport de l'ingénieur des mines, les députations permanentes se prononceront sur l'accomplissement des conditions imposées au demandeur et transmettront le dossier avec leur avis au Ministre.

Art. 17. Dans les deux mois suivant la réception des avis des députations permanentes, le Ministre transmet le dossier avec son rapport, pour avis, au Conseil d'Etat.

Art. 18. L'Exécutif statue par arrêté sur la demande de renonciation dans un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis du Conseil d'Etat.

En cas de renonciation partielle, l'arrêté impose éventuellement au concessionnaire de nouvelles obligations et un nouveau cahier des charges.

Art. 19. L'arrêté de l'Exécutif octroyant la renonciation totale ou partielle est publié et notifié conformément à l'article 7.

CHAPITRE III. — De la déchéance

Art. 20. La décision de déchéance d'une concession en application de l'article 50 du décret est instruite, prise, notifiée et publiée conformément aux articles 8 à 11 du présent arrêté.

Toutefois, le délai prévu à l'article 8 pour permettre au concessionnaire de satisfaire à ses obligations est porté à six mois.

TITRE IV. — Du retrait rapide des concessions

CHAPITRE Ier. — Généralités

Art. 21. Dans les huit jours de la réception des déclarations des concessionnaires des mines prévues à l'article 71 du décret, l'Exécutif adresse ces déclarations à l'ingénieur des mines.

Le fonctionnaire susmentionné vérifie les droits des déclarants et, le cas échéant, les pouvoirs du signataire de la demande.

CHAPITRE II. — Concessions maintenues ou remises en activité dans les cinq ans

Art. 22. Dans le cas de déclaration d'une mine en exploitation ou arrêtée, mais qui sera remise en activité avant cinq ans, l'ingénieur des mines vérifie si le concessionnaire déclarant possède les capacités techniques et financières pour exploiter lui-même la mine.

A cet effet, le concessionnaire déclarant est tenu de fournir les documents techniques et comptables réclamés.

Art. 23. Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'administration, sur le rapport de l'ingénieur des mines, adresse au Ministre la liste des concessions de mines maintenues.

CHAPITRE III. — Concessions qui ne seront pas remises en activité dans les cinq ans ou auxquelles il est renoncé

Art. 24. Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, les concessionnaires des mines qui ne seront pas remises en activité dans les cinq ans ou pour lesquelles il est demandé la renonciation, font parvenir à l'ingénieur des mines les pièces suivantes :

1° un certificat du conservateur des hypothèques constatant qu'il n'existe pas d'inscription hypothécaire sur la concession ou dans le cas contraire un état de celles qui auraient été prises en y joignant la mainlevée de ces inscriptions;

2° une liste exhaustive des puits et issues de mines ayant fait l'objet d'un arrêté d'abandon de la députation permanente avec les références de cet arrêté;

3° une liste exhaustive et une carte au 1/10 000 situant l'emplacement des puits et issues de mines n'ayant fait l'objet d'aucun arrêté d'abandon et soit repérés en surface, soit non repérés en surface mais connus par les plans;

4° une déclaration sur l'honneur signée par le ou les titulaires certifiant que les puits et issues mentionnés au 2° satisfont aux conditions des arrêtés d'abandon.

Si ce n'est pas le cas, les titulaires notifieront le délai dans lequel ils se proposent de régulariser la situation.

Art. 25. Dans les six mois de la réception des documents prescrits à l'article 24 susmentionné, l'administration, sur l'avis de l'ingénieur des mines, soit adresse au Ministre un rapport constatant que le demandeur a satisfait à ses obligations, soit fixe au demandeur les délais dans lesquels il devra d'une part, exécuter les travaux de sûreté prescrits conformément aux lois et règlements et, d'autre part, obtenir mainlevée de toutes les inscriptions prises sur la mine.

A l'expiration des délais prévus, le demandeur adresse à l'ingénieur des mines un certificat du conservateur des hypothèques constatant que la mine est quitte et libre de toute inscription et l'informe de l'exécution des travaux prescrits. Dans les deux mois, l'administration sur avis de l'ingénieur des mines adresse au Ministre le rapport prévu à l'alinéa 1er.

Art. 26. L'Exécutif statue par arrêté sur le retrait de concession dans un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis mentionné à l'article 25 du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Concessions n'ayant fait l'objet d'aucune déclaration

Art. 27. Dans les huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté et sur rapport du Ministre compétent, l'Exécutif fait publier l'avis prévu à l'article 71, alinéa 5, du décret en ce qui concerne les mines n'ayant fait l'objet d'aucune déclaration.

Art. 28. Si la mine fait l'objet d'une déclaration dans le délai prévu à l'article 71, alinéa 6, du décret, elle est traitée selon la procédure prévue aux articles 22 à 26 du présent arrêté. Toutefois, les délais sont comptés à partir de la dernière des trois publications prévues à l'article 71, alinéa 5, du décret.

Art. 29. Si la mine n'a fait l'objet d'aucune déclaration dans le délai prévu à l'article 71, alinéa 6 du décret, l'administration sur l'avis de l'ingénieur des mines fait rapport au Ministre dans les deux mois suivant l'expiration du délai.

L'Exécutif statue par arrêté sur le retrait de concession dans un délai de deux mois à dater de la réception du rapport mentionné à l'alinéa 1er.

CHAPITRE V. — Concessions ayant fait l'objet d'une déclaration contestée

Art. 30. Dans les huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'Exécutif fait intenter les actions en dénégalion de droit contre les déclarants dont les prétentions paraissent mal fondées.

Art. 31. Les mines ayant fait l'objet d'une action en justice sont, selon le cas, traitées en vertu des dispositions prévues aux articles 22 à 26 ou en vertu des dispositions prévues aux articles 27 à 29 du présent arrêté. Toutefois, les délais sont comptés à partir de la date à laquelle le jugement définitif a été coulé en force de chose jugée.

TITRE V. — Disposition finale

Art. 32. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 1914

[C — 27297]

30. APRIL 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Bedingungen und des für den Entzug einer Bergbauberechtigung anzuwendenden Verfahrens

Aufgrund des Dekretes vom 7. Juli 1988 über die Gruben;
Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

TITEL I. — Begriffsbestimmungen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- Exekutive : die Exekutive der Wallonischen Region;
- Dekret : das Dekret vom 7. Juli über die Gruben;
- Minister : den für die Gruben zuständigen Minister;
- Verwaltung : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;
- Bergingenieur : den Direktor des betreffenden Außendienstes der Abteilung für Bekämpfung der Verschmutzungen und Bodenbewirtschaftung.

TITEL II. — Erlaubnis zum Aufsuchen

KAPITEL I. — Verzichtleistung

Art. 2. Der Verzichtantrag auf eine Erlaubnis zum Aufsuchen muß mindestens ein Jahr vor dem Ablauf der laufenden Gültigkeitsfrist der Erlaubnis in doppelter Ausfertigung und per Einschreiben mit Empfangsbesätigung an die Verwaltung gerichtet werden.

Eine Kopie des Antrags ohne Anlagen wird an den Minister gerichtet.

Art. 3. § 1. Der Antrag enthält :

1° Name, Vorname, Eigenschaft, Staatsangehörigkeit, Wohnort des Antragstellers und, falls er im Namen einer Gesellschaft erfolgt, ihre Firma, Rechtsform und ihr Sitz;

Wenn er durch mehrere Gesellschaften, die gemeinsam und solidarisch handeln, eingereicht wird, so müssen die Auskünfte über den Antragsteller von jeder unter ihnen erteilt werden;

2° die Bergbauberechtigungen, über die der Antragsteller für die erwähnten Substanzen verfügt, unter Angabe derjenigen, die gesamt oder teilweise innerhalb des Feldes liegen, für das die Verzichtleistung beantragt wird.

§ 2. Dem Antrag sind folgende Unterlagen beizufügen :

1° ein Gesuch, das die für das Aufsuchen im Rahmen einer Erlaubnis bestimmten Ausgaben darstellt, die Ergebnisse des Aufsuchens ausführt und den Antrag rechtfertigt;

2° wenn der Antrag im Namen einer Gesellschaft gestellt wird, ein Exemplar der Satzungen und die Nachweisung der Vollmacht der Person, die den Antrag unterzeichnet hat.

§ 3. Im Falle einer Teilverzichtleistung, sind folgende Unterlagen ebenfalls beizufügen :

1° das allgemeine Programm und die Staffelung der Arbeiten, die der Antragsteller während der noch übrigbleibenden Gültigkeitsdauer der Erlaubnis auf dem Gebiet, auf den nicht verzichtet wird, auszuführen gedenkt, sowie die finanzielle Mindestinvestierung, die der Antragsteller für das Aufsuchen aufwenden will und die er flüssig machen kann;

2° die folgenden, vom Antragsteller unterzeichneten Kartenunterlagen, die derart beschaffen sind, daß ihre Erhaltung gewährleistet ist :

a) ein Exemplar der Karte i.M. 1 : 100 000 mit der Lage des Feldes, für das die Verzichtleistung beantragt wird, auf dem Gebiet der betroffenen Provinzen;

b) ein Exemplar der Karte i.M. 1 : 25 000, auf der die Scheitelpunkte und die Markscheiden des von dem Verzichtantrag betroffenen Feldes, die geographischen und geodätischen Punkte zu deren Bestimmung und eventuell die Grenzen der Konzessionen und Erlaubnisse zum Aufsuchen jeglicher Art, die ganz oder teilweise innerhalb dieses Feldes liegen, angegeben sind;

Art. 4. Die Verwaltung trägt den Antrag an seinem Datum in das Spezialregister der Bergbauberechtigungen ein und händigt dem Antragsteller einen beglaubigten Auszug dieser Eintragung aus. Dieses Register kann auf Wunsch von allen eingesehen werden. Der Bergingenieur überprüft, ob der Antrag dem Artikel 3 entspricht. Ist es nicht der Fall, so verlangt er die fehlenden Auskünfte vom Antragsteller, der sie innerhalb von fünfzehn Tagen erteilen muß.

Die Verwaltung schickt dem Minister das Gutachten des Bergingenieurs innerhalb von zwei Monaten nach Empfang des Antrags.

Art. 5. Innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt des Gutachtens des Bergingenieurs leitet der Minister die Akte mit seinem Bericht zur Begutachtung an den Staatsrat weiter.

Art. 6. Die Exekutive entscheidet durch Erlaß über den Verzichtantrag innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Empfangstag des Gutachtens des Staatsrats.

Im Falle einer Teilverzichtleistung erlegt der Erlaß dem Inhaber neue Verpflichtungen über das allgemeine Aufsuchungsprogramm und ihrer zeitlichen Aufgliederung auf, sowie über die einzugehenden Mindestausgaben und ihre eventuelle Indexierung.

Art. 7. Der Erlaß der Exekutive zur Erteilung einer Teil- oder Gesamtverzichtleistung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Der Bergingenieur richtet eine beglaubigte Abschrift dieses Erlasses an :

- den Antragsteller
- die Gouverneure der betroffenen Provinzen.

KAPITEL II. — Aberkennung

Art. 8. Wenn eine Erlaubnis zum Aufsuchen in Durchführung von Artikel 50 des Dekrets entzogen werden kann, richtet der Gouverneur der Provinz, in der die Erlaubnis den größten Umfang hat, eine Mahnung an den Inhaber der Bergbauberechtigung auf dem Bericht des Bergingenieurs. Diese Mahnung räumt ihm eine Frist von drei Monaten ein, um seinen Verpflichtungen nachzukommen, und erinnert ihn an die Strafen, denen er sich aussetzt.

Wenn mehrere Inhaber diese Berechtigung gemeinsam besitzen, wird diese Mahnung an jeden unter ihnen gerichtet.

Die Notifikationen werden an den letzten bekannten Wohnsitz des oder der Betroffenen gemacht.

Wenn die Mahnung nach Ablauf der in Absatz 1 vorgesehenen Frist wirkungslos geblieben ist, händigt der Bergingenieur innerhalb desselben Monats den betroffenen ständigen Ausschüssen einen begründeten Aberkennungsvorschlag aus.

Wenn diese befaßt worden sind, leiten sie diesen Vorschlag mit ihrem Gutachten an den Minister weiter.

Art. 9. Innerhalb des dem Empfang der Gutachten der ständigen Ausschüsse folgenden Monats leitet der Minister die Akte mit seinem Bericht an den Staatsrat weiter, mit der Bitte um Stellungnahme.

Art. 10. Innerhalb von zwei Monaten nach Empfang des Gutachtens des Staatsrates entscheidet die Exekutive durch Erlaß über den Aberkennungsvorschlag.

Im Rahmen einer Teilaberkennung erlegt der Erlaß dem Inhaber auf neue Verpflichtungen über das allgemeine Aufsuchungsprogramm und ihrer zeitlichen Aufgliederung, sowie über die einzugehenden Mindestausgaben und ihre eventuelle Indexierung.

Art. 11. Der Erlaß der Regionalexekutive, der die Teil- oder Gesamtaberkennung einer Erlaubnis zum Aufsuchen verkündet, wird gemäß Artikel 7 veröffentlicht und zugestellt.

TITEL III. — Konzession

KAPITEL I. — Allgemeines

Art. 12. Die aufgelösten konzessionierten Gesellschaften werden ihre Abwicklung erst abschließen können, wenn die Exekutive ihnen die Konzession entzogen hat.

KAPITEL II. — Verzichtleistung

Art. 13. Der Verzichtantrag auf eine Bergbaukonzession wird in doppelter Ausfertigung und per Einschreiben mit Empfangsbestätigung an den (oder die) Gouverneur(e) der betroffenen Provinzen gerichtet.

Eine Kopie des Antrags ohne Anlagen wird an die Verwaltung gerichtet, die sie an ihrem Datum in das Spezialregister der Bergbauberechtigungen einträgt. Dieses Register kann auf Wunsch von allen eingesehen werden.

Art. 14. § 1. Der Antrag enthält :

1° Name, Vorname, Eigenschaft, Staatsangehörigkeit, Wohnort des Antragstellers und, falls es sich um eine Gesellschaft handelt, ihre Firma, Rechtsform und ihren Sitz;

Wenn er durch mehrere Gesellschaften, die gemeinsam und solidarisch handeln, eingereicht wird, so müssen die Auskünfte über den Antragsteller von jeder unter ihnen erteilt werden;

2° die Bergbauberechtigungen, über die der Antragsteller für die erwähnten Substanzen verfügt, unter Angabe derjenigen, die gesamt oder teilweise innerhalb des Feldes liegen, für das die Verzichtleistung beantragt wird.

§ 2. Dem Antrag sind folgende Unterlagen beizufügen :

1° jedes zur Rechtfertigung der Rechte des Antragstellers und, gegebenenfalls, der Nachweisung der Vollmacht des Antragunterzeichners geeignete Dokument.

Wenn mehrere Inhaber die Konzession gemeinsam besitzen, werden die Auskünfte über den Antragsteller von jedem unter ihnen erteilt.

2° die folgenden, durch den Antragsteller unterzeichneten Kartenunterlagen, die derart beschaffen sind, daß ihre Erhaltung gewährleistet ist :

a) ein Exemplar der Karte i.M. 1 : 100 000 mit der Lage des Feldes, für das die Verzichtleistung beantragt wird, auf dem Gebiet der betroffenen Provinzen;

b) ein Exemplar der Karte i.M. 1 : 25 000, unter Angabe der Scheitelpunkte und der Markscheiden des vom Verzichtantrag betroffenen Feldes, der geographischen und geodätischen Punkte zu deren Bestimmung und eventuell unter Angabe der Grenzen der Konzessionen und Erlaubnisse zum Aufsuchen jeglicher Art, die ganz oder teilweise innerhalb dieses Feldes liegen, der Namen der benachbarten Konzessionen, der Markscheiden der gemäß der betroffenen Konzession abgebauten Zonen und der Markscheiden der verpachteten Zonen.

3° Im Falle eines Antrags auf Teilverzichtleistung mit Abänderung der Markscheiden des Konzessionsfeldes, werden die unter 2° erwähnten Pläne die Angaben des neuen Feldes enthalten.

4° Eine Bescheinigung des Leiters des Vorrechts- und Hypothekenregisteramtes, die bestätigt, daß keine Hypothek auf die Konzession eingetragen worden ist, oder anderenfalls ein Verzeichnis derjenigen, die aufgenommen worden wären, zusammen mit ihrer Löschung.

5° Ein vollständiges Verzeichnis der Schächte und Grubenausgänge, die durch Erlaß des ständigen Ausschusses abgetreten wurden, sowie die Aktenzeichen des besagten Erlasses.

6° Ein vollständiges Verzeichnis und eine Karte i.M. 1 : 10 000 mit der Lage der nicht abgetretenen Schächte und Grubenausgänge, die entweder an der Oberfläche markiert oder nicht an der Oberfläche markiert aber durch die Pläne bekannt sind.

7° Eine von dem oder den Inhaber(n) unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung zur Bestätigung, daß die unter 5° erwähnten Schächte und Ausgänge die Bedingungen der Erlasse zur Abtretung erfüllen.

Ist es nicht der Fall, so müssen die Inhaber die Frist bekannt machen, in der sie die Lage in Ordnung zu bringen beabsichtigen.

Art. 15. Innerhalb von fünfzehn Tagen händigt der Gouverneur ein Exemplar des Antrags und dessen Anlagen dem Bergbauingenieur aus.

Art. 16. Innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt der Akte richtet der Bergbauingenieur an die ständigen Ausschüsse einen Bericht, in dem festgestellt wird, ob der Antragsteller seinen Pflichten nachgekommen ist oder nicht.

Ist es nicht der Fall, so legen die ständigen Ausschüsse innerhalb eines Monats nach Empfang des Gutachtens des Bergbauingenieurs die Fristen fest, in denen der Antragsteller einerseits die vorgeschriebenen Sicherheitsarbeiten gemäß den Gesetzen und den Ordnungen durchführen und andererseits die Löschung von allen auf den Gruben aufgenommenen Hypotheken erhalten müssen wird. Der Bergbauingenieur wird darüber von den ständigen Ausschüssen informiert.

Nach Ablauf der vorgesehenen Fristen schickt der Antragsteller dem Bergbauingenieur eine Bescheinigung des Leiters des Vorrechts- und Hypothekenregisteramtes zu, zur Bestätigung, daß die Grube frei jeder Hypothekeneintragung ist, und informiert ihn über die Durchführung der vorgeschriebenen Arbeiten.

Innerhalb von zwei Monaten nach Ablauf der besagten Fristen richtet der Bergbauingenieur den in Absatz 1 erwähnten Bericht an die ständigen Ausschüsse.

Innerhalb des Monats des Empfangs von dem Bericht des Bergbauingenieurs nehmen die ständigen Ausschüsse Stellung zur Erfüllung der dem Antragsteller vorgeschriebenen Bedingungen und leiten dem Minister die Akte mit ihrem Gutachten weiter.

Art. 17. Innerhalb von zwei Monaten nach Empfang der Gutachten der ständigen Ausschüsse richtet der Minister die Akte mit seinem Bericht an den Staatsrat, mit der Bitte um Stellungnahme.

Art. 18. Innerhalb von zwei Monaten nach Empfang des Gutachtens des Staatsrates entscheidet die Exekutive durch Erlaß über den Verzichtantrag.

Im Falle einer Teilverzichtleistung erlegt der Erlaß dem Konzessionsinhaber eventuell neue Verpflichtungen und ein neues Lastenheft auf.

Art. 19. Der Erlaß der Regionalexekutive zur Erteilung der Gesamt- oder Teilverzichtleistung wird gemäß Artikel 7 veröffentlicht und zugestellt.

KAPITEL III. — *Aberkennung*

Art. 20. Der Entschluß, eine Konzession in Durchführung von Artikel 50 des Dekrets abzuerkennen, wird gemäß den Artikeln 8 bis 11 des vorliegenden Erlasses bearbeitet, gefassen, bekanntgegeben und veröffentlicht.

Die Frist, die in Artikel 8 vorgesehen ist, so daß der Konzessionsinhaber seiner Verpflichtungen nachkommen kann, wird jedoch auf sechs Monate erhöht.

TITEL IV. — *Schneller Entzug der Konzessionen*

KAPITEL I. — *Allgemeines*

Art. 21. Innerhalb von acht Tagen nach Erhalt der in Artikel 71 des Dekrets vorgesehenen Erklärungen der Grubenkonzessionsinhaber richtet die Exekutive diese Erklärungen an den Bergbauingenieur.

Der vorerwähnte Beamte überprüft die Rechte der Anmelder und gegebenenfalls die Unterschriftsvollmacht des Antragstellers.

KAPITEL II. — *Konzessionen, die weiterbetrieben werden oder deren Betrieb innerhalb von fünf Jahren wiederaufgenommen wird*

Art. 22. Im Falle einer Erklärung über eine Grube, die betrieben wird oder deren Betrieb eingestellt ist, aber vor Ablauf von fünf Jahren wiederaufgenommen wird, überprüft der Bergbauingenieur, ob der anmeldende Konzessionsinhaber über die technischen Leistungsfähigkeiten und die finanziellen Mittel verfügt, um die Grube selbst zu betreiben.

Zu diesem Zweck muß der anmeldende Konzessionsinhaber die verlangten technischen und rechnungsführenden Unterlagen beschaffen.

Art. 23. Innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses richtet die Verwaltung dem Bericht des Bergbauingenieurs zufolge das Verzeichnis der Konzessionen von betriebenen Gruben an den Minister.

KAPITEL III. — *Konzessionen, deren Betrieb innerhalb von fünf Jahren nicht wiederaufgenommen wird oder auf die verzichtet wird*

Art. 24. Innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Erlasses lassen die Konzessionsinhaber von Gruben, deren Betrieb innerhalb von fünf Jahren nicht wiederaufgenommen wird, oder für die eine Verzichtleistung beantragt wird, dem Bergbauingenieur die folgenden Unterlagen zugehen :

1° Eine Bescheinigung des Leiters des Vorrechts- und Hypothekenregisteramtes, bei der bestätigt wird, daß keine Hypothek auf die Konzession eingetragen worden ist, oder anderenfalls ein Verzeichnis derjenigen, die aufgenommen worden wären, zusammen mit ihrer Löschung;

2° Ein vollständiges Verzeichnis der Schächte und Grubenausgänge, die durch Erlaß des ständigen Ausschusses abgetreten wurden, sowie die Aktenzeichen des besagten Erlasses;

3° Ein vollständiges Verzeichnis und eine Karte i.M. 1 : 10 000 mit der Lage der nicht abgetretenen Schächte und Grubenausgänge, die entweder an der Oberfläche markiert oder nicht an der Oberfläche markiert aber durch die Pläne bekannt sind;

4° Eine von dem oder den Inhaber(n) unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung zur Bestätigung, daß die unter 2° erwähnten Schächte und Ausgänge die Bedingungen der Erlasse zur Abtretung erfüllen;

Ist es nicht der Fall, so müssen die Inhaber die Frist bekanntmachen, in der sie die Lage in Ordnung zu bringen beabsichtigen.

Art. 25. Innerhalb von sechs Monaten nach Erhalt der in Artikel 24 vorgeschriebenen Unterlagen wird die Verwaltung auf Gutachten des Bergbauingenieurs entweder einen Bericht an den Minister richten zur Feststellung, daß der Antragsteller seinen Pflichten nachgekommen ist, oder die Fristen festlegen, in denen der Antragsteller einerseits die vorgeschriebenen Sicherheitsarbeiten gemäß den Gesetzen und den Ordnungen durchführen und andererseits die Löschung von allen auf den Gruben aufgenommenen Hypotheken erhalten müssen wird.

Nach Ablauf der vorgesehenen Fristen schickt der Antragsteller dem Bergbauingenieur eine Bescheinigung des Leiters des Vorrechts- und Hypothekenregisteramtes zu, zur Bestätigung, daß die Grube frei jeder Hypothekeneintragung ist, und informiert ihn über die Durchführung der vorgeschriebenen Arbeiten. Innerhalb von zwei Monaten richtet die Verwaltung auf Gutachten des Bergbauingenieurs den in Absatz 1 erwähnten Bericht an den Minister.

Art. 26. Innerhalb von zwei Monaten nach Empfang des in Artikel 25 des vorliegenden Erlasses erwähnten Gutachten entscheidet die Exekutive durch Erlaß über den Entzug der Konzession.

KAPITEL IV. — *Konzessionen, über die keine Erklärung abgegeben worden ist*

Art. 27. Innerhalb von acht Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Erlasses und dem Bericht des zuständigen Ministers zufolge läßt die Exekutive das in Artikel 71 Absatz 5 des Dekrets vorgesehenen Gutachten über die Gruben, über die keine Erklärung abgegeben worden ist, veröffentlichen.

Art. 28. Wenn eine Erklärung über die Grube innerhalb der in Artikel 71 Absatz 6 vorgesehenen Frist abgegeben worden ist, wird die Grube gemäß dem in den Artikeln 22 bis 26 dieses Erlasses vorgesehenen Verfahren behandelt. Jedoch laufen die Fristen ab der letzten der drei in Artikel 71 Absatz 5 vorgesehenen Veröffentlichungen.

Art. 29. Wenn über die Grube innerhalb der in Artikel 71 Absatz 6 des Dekrets vorgesehenen Frist keine Erklärung abgegeben worden ist, wird die Verwaltung auf Gutachten des Bergbauingenieurs und innerhalb von zwei Monaten nach Ablauf der Frist dem Minister Bericht erstatten.

Die Exekutive entscheidet durch Erlaß über den Entzug der Konzession innerhalb von zwei Monaten nach Empfang des in Absatz 1 erwähnten Berichts.

KAPITEL V. — *Konzessionen, über die eine bestrittene Erklärung abgegeben worden ist*

Art. 30. Innerhalb von acht Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Erlasses erhebt die Verwaltung Rechtsverweigerungsklagen gegen die Anmelder, deren Erklärungen schlecht begründet scheinen.

Art. 31. Die Gruben, wegen denen eine Klage eingeleitet worden ist, werden, je nach dem Fall, gemäß den in den Artikeln 22 bis 26 oder in den Artikeln 27 bis 29 dieses Erlasses vorgesehenen Bestimmungen behandelt. Jedoch laufen die Fristen ab dem Tag, als das endgültige Urteil rechtskräftig wurde.

TITEL V. — *Schlußbestimmung*

Art. 32. Der Minister wird mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. April 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 1914

[C — 27297]

30 APRIL 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de procedure en de voorwaarden betreffende de intrekking van een mijnvergunning

—
De Waalse Gewestexecutieve,
Gelet op het decreet van 7 juli 1908 op de mijnen;
Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

TITEL I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- Executieve : de Executieve van het Waalse Gewest;
- decreet : het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
- Minister : de minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren;
- bestuur : de Algemene directie « Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu » van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- mijnningénieur : de directeur van het buitencentrum van de afdeling « Voorkoming van verontreinigingen en beheer van de ondergrond ».

TITEL II. — *De opsporingsvergunning*

HOOFDSTUK I. — *De opzegging*

Art. 2. De aanvraag tot opzegging van een opsporingsvergunning wordt ten minste één jaar voor de vervaldatum van de looptijd van de vergunning per aangetekende brief met bericht van ontvangst in tweevoud naar het bestuur gestuurd.

Een afschrift van de aanvraag wordt zonder de bijlagen naar de Minister gestuurd.

Art. 3. § 1. De aanvraag vermeldt :

1^o de naam, voornaam, hoedanigheid, nationaliteit, woonplaats van de aanvrager en, wanneer zij namens een vennootschap wordt ingediend, haar benaming, rechtsvorm en maatschappelijke zetel.

Wanneer de aanvraag ingediend wordt door verschillende vennootschappen die gemeenschappelijk en solidaar handelen, moeten de inlichtingen over de aanvrager door ieder van hen verstrekt worden.

2^o de mijnvergunningen die betrekking hebben op de bedoelde stoffen en waarvan de aanvrager houder is, met een beschrijving van degenen die geheel of gedeeltelijk binnen de omtrek liggen waarvoor de opzegging is aangevraagd.

§ 2. Bij de aanvraag worden volgende stukken gevoegd :

1^o een verslag met de in het kader van de vergunning aan de opsporingen gedane uitgaven, de uitvoerige uitslagen van de opsporingen en een rechtvaardiging van de aanvraag;

2^o wanneer de aanvraag namens een vennootschap wordt ingediend, een exemplaar van haar statuten en de rechtvaardiging van de bevoegdheden van de ondertekenaar van de aanvraag.

§ 3. In geval van een gedeeltelijke opzegging worden eveneens volgende stukken bijgevoegd :

1^o het algemeen programma en het spreiden in de tijd van de werken die de aanvrager zich tijdens de resterende geldigheidsperiode van de vergunning voorneemt uit te voeren op het niet opgezegde gebied, de minimale financiële bijdrage waartoe hij zich verbindt en die vereffend zal kunnen worden;

2^o de volgende door de aanvrager ondertekende cartografische documenten zodanig voorgelegd dat hun bewaring gewaarborgd is :

a) een exemplaar van de kaart op een schaal van 1/100 000 met de ligging, op het grondgebied van de betrokken provincies, van de omtrek waarvoor de opzegging is aangevraagd;

b) een exemplaar van de kaart op een schaal van 1/25 000 met de hoogste punten en grenzen van de omtrek waarvoor de opzegging is aangevraagd, alsook de geographische of geodetische punten waarbij zij vastgelegd worden en, eventueel, de van welke aard dan ook geheel of gedeeltelijk binnen deze omtrek gelegen concessiegrenzen en mijnopsporingsvergunningen.

Art. 4. Het bestuur schrijft de aanvraag onder haar datum over in het bijzondere register van de mijnbouwvergunningen en bezorgt de aanvrager een voor echt verklaard uittreksel van die overschrijving. Dit register mag ingezien worden door iedereen die het wenst. De mijnningénieur gaat na of de aanvraag beantwoordt aan de bepalingen van artikel 3. Al zo niet eist hij de ontbrekende inlichtingen van de aanvrager die ze binnen een termijn van vijftien dagen dient te verstrekken.

Het bestuur stuurt het advies van de mijnningénieur binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van de aanvraag naar de Minister.

Art. 5. Binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de mijnningénieur stuurt de Minister het dossier samen met zijn verslag voor advies naar de Raad van State.

Art. 6. De Executieve beslist binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Raad van State bij besluit over de aanvraag tot opzegging.

In geval van een gedeeltelijke opzegging legt het besluit de begunstigde nieuwe verplichtingen op met betrekking tot het algemeen programma van de opsporingen en tot hun spreiding in de tijd, alsook tot de minimale uitgaven en de eventuele indexering ervan.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot toekenning van de gehele of gedeeltelijke opzegging van een opsporingsvergunning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. De mijnningénieur stuurt een eensluidend afschrift van dat besluit naar :

- de betrokkene;
- de gouverneurs van de betrokken provincies.

HOOFDSTUK II. — *De vervallenverklaring*

Art. 8. Wanneer een opsporingsvergunning overeenkomstig artikel 50 van het decreet voor een intrekking in aanmerking komt, zendt de gouverneur van de meest bij de vergunning betrokken provincie, aan de hand van het verslag van de mijnningénieur, de houder van de vergunning een aanmaning toe ter bepaling van een termijn van drie maanden die hij krijgt om zijn verplichtingen na te komen en ter herinnering aan de straffen waaraan hij zich blootstelt.

Indien de vergunning in handen is van verschillende houders, krijgt ieder van hen een aanmaning toegestuurd.

Deze betekeningen worden verstuurd naar de laatst gekende woonplaats van de betrokkene(n).

Indien de aanmaning bij het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn zonder gevolg is gebleven, stuurt de mijnningénieur binnen de maand een gemotiveerd voorstel tot vervallenverklaring naar de betrokken bestendige deputaties.

Nadat het voorstel bij de deputaties aanhangig werd gemaakt, sturen ze het binnen de maand samen met hun advies naar de Minister.

Art. 9. De Minister stuurt het dossier binnen de maand na ontvangst van de adviezen van de bestendige deputaties samen met zijn verslag voor advies naar de Raad van State.

Art. 10. De Executieve beslist binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Raad van State bij besluit over het voorstel tot vervallenverklaring.

In geval van een gedeeltelijke vervallenverklaring legt het besluit de begunstigde nieuwe verplichtingen op met betrekking tot het algemeen programma van de opsporingen en tot hun spreiding in de tijd, alsook tot de minimale uitgaven en de eventuele indexering ervan.

Art. 11. Het besluit van de Executieve tot bepaling van de gehele of gedeeltelijke vervallenverklaring van een opsporingsvergunning wordt overeenkomstig artikel 7 bekendgemaakt en betekend.

TITEL III. — *De concessie*

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Art. 12. De ontbonden concessiehoudende vennootschappen mogen hun vereffening niet afsluiten vooraleer de concessie door de Executieve ingetrokken is.

HOOFDSTUK II. — *De opzegging*

Art. 13. De aanvraag tot opzegging van een mijnconcessie wordt per aangetekende brief met bericht van ontvangst in tweevoud naar de gouverneur(s) van de betrokken provincie(s) gestuurd.

Een afschrift van de aanvraag wordt zonder de bijlagen naar het bestuur gezonden, dat de aanvraag onder haar datum in het bijzondere register van de mijnbouwvergunningen overschrijft. Dit register mag worden ingezien door iedereen die het wenst.

Art. 14. § 1. De aanvraag vermeldt :

1° de naam, voornaam, hoedanigheid, nationaliteit, woonplaats van de aanvrager en, wanneer het gaat om een vennootschap, haar benaming, rechtsvorm en maatschappelijke zetel.

Wanneer die aanvraag ingediend is door verschillende vennootschappen die gemeenschappelijk en solidair handelen, moeten de inlichtingen over de aanvrager door ieder van hen verstrekt worden.

2° de mijnvergunningen die betrekking hebben op de bedoelde stoffen en waarvan de aanvrager houder is, met een beschrijving van degenen die geheel of gedeeltelijk binnen de omtrek liggen waarvoor de opzegging is aangevraagd.

§ 2. Bij de aanvraag worden volgende stukken gevoegd :

1° alle documenten ter rechtvaardiging van de rechten van de aanvrager en, in voorkomend geval, van de bevoegdheden van de ondertekenaar van de aanvraag.

Wanneer de concessie in handen is van verschillende concessiehouders, moeten de inlichtingen over de aanvrager door ieder van hen verstrekt worden.

2° de volgende door de aanvrager ondertekende cartografische documenten zodanig voorgelegd dat hun bewaring gewaarborgd is :

a) een exemplaar van de kaart op een schaal van 1/100 000 met de ligging, op het grondgebied van de betrokken provincies, van de omtrek waarvoor de opzegging is aangevraagd;

b) een exemplaar van de kaart op een schaal van 1/25 000 met de hoogste punten en grenzen van de omtrek waarvoor de opzegging is aangevraagd, de geographische of geodetische punten waarbij zij vastgelegd zijn en, eventueel, de van welke aard dan ook geheel of gedeeltelijk binnen die omtrek gelegen concessiegrenzen en mijnopsporingsvergunningen, de namen van de naburige concessies, de grenzen van de zones die krachtens de concessie waarvoor de opzegging is aangevraagd, het voorwerp van een ontginning zijn geweest, en de grenzen van de zones die het voorwerp van een verpachting zijn geweest;

3° in geval van een gedeeltelijke opzeggingsaanvraag die een wijziging van de omtrekgrenzen van de concessie bevat, moeten de aanwijzingen betreffende de nieuwe omtrek op de in punt 2° bedoelde plannen voorkomen;

4° een bewijsstuk van de hypotheekbewaarder waarbij vastgesteld is dat op de concessie geen hypothecaire inschrijving bestaat, of in het tegenovergestelde geval, een staat van de eventueel reeds genomen hypothecaire inschrijvingen, met bijvoeging van de opheffing van deze inschrijvingen;

5° een volledige lijst van de putten en mijnuitgangen die het voorwerp zijn geweest van een besluit tot verlaten van de bestendige deputatie, met de referenties van dat besluit;

6° een volledige lijst en een kaart op een schaal van 1/10 000 met de ligging van de al dan niet aan de oppervlakte ontkede doch door de plannen gekende putten en mijnuitgangen die het voorwerp van geen enkel besluit tot verlaten zijn geweest;

7° een door de concessiehouder(s) op erewoord ondertekende verklaring waarbij gewaarborgd is dat de in punt 5° bedoelde putten en uitgangen voldoen aan de voorwaarden van de achterlatingsbesluiten.

Al zo niet moeten de concessiehouders de termijn betekenen waarin zij zich voornemen de toestand te normaliseren.

Art. 15. De gouverneur doet de mijnningénieur binnen vijftien dagen een exemplaar van de aanvraag en haar bijlagen toekomen.

Art. 16. De mijnningénieur zendt de betrokken bestendige deputaties binnen twee maanden na ontvangst van het dossier een verslag toe, waarin is vastgesteld dat de aanvrager zijn verplichtingen al dan niet is nagekomen.

Al zo niet bepalen de bestendige deputaties binnen de maand na ontvangst van het advies van de mijnningénieur de termijnen waarin de aanvrager enerzijds de overeenkomstige wetten en reglementen voorgeschreven veiligheidswerken zal moeten uitvoeren en anderzijds de opheffing van alle op de mijn genomen inschrijvingen zal moeten verkrijgen, en lichten ze de mijnningénieur in.

Bij het verstrijken van de bepaalde termijnen stuurt de aanvrager een bewijsstuk van de hypotheekbewaarder naar de mijnningénieur, waarin is vastgesteld dat de mijn vrij en onbezwaard is van elke inschrijving, en licht hij hem in over de uitvoering van de voorgeschreven werken.

De mijnningénieur stuurt binnen twee maanden na het verstrijken van voornoemde termijnen het in het eerste lid bedoelde verslag naar de bestendige deputaties.

De bestendige deputaties spreken zich binnen de maand na ontvangst van het verslag van de mijnningénieur uit over het vervullen van de aan de aanvrager gestelde voorwaarden en sturen het dossier samen met hun advies naar de Minister.

Art. 17. Binnen twee maanden na ontvangst van de adviezen van de bestendige deputaties stuurt de minister het dossier met zijn verslag voor advies naar de Raad van State.

Art. 18. De Executieve beslist binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Raad van State bij besluit over de aanvraag tot opzegging.

In geval van een gedeeltelijke opzegging legt het besluit de concessiehouder eventueel nieuwe verplichtingen en een nieuw bestek op.

Art. 19. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot toekenning van de gehele of gedeeltelijke opzegging wordt overeenkomstig artikel 7 bekendgemaakt en betekend.

HOOFDSTUK III. — *De vervallenverklaring*

Art. 20. De beslissing om een concessie overeenkomstig artikel 50 van het decreet vervallen te verklaren wordt overeenkomstig artikelen 8 tot 11 van dit besluit behandeld, genomen, betekend en bekendgemaakt.

De in artikel 8 bedoelde termijn om de concessiehouder toe te laten zijn verplichtingen na te komen wordt echter op zes maanden gebracht.

TITEL IV. — *De snelle intrekking van de concessies*

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Art. 21. De Executieve stuurt de in artikel 71 van het decreet bedoelde verklaringen van de mijnconcessiehouders binnen acht dagen na hun ontvangst naar de mijnningénieur.

Voornoemde ambtenaar verifieert de rechten van de declaranten en, in voorkomend geval, de bevoegdheden van de ondertekenaar van de aanvraag.

HOOFDSTUK II. — *Gehandhaafde of binnen vijf jaar herontgonnen concessies*

Art. 22. In geval van een verklaring betreffende een ontgonnen mijn of een gesloten mijn die binnen vijf jaar herontgonnen zal worden, gaat de mijnningénieur na of de verklarende concessiehouder over de technische en financiële middelen beschikt om de mijn zelf te ontginnen.

De verklarende concessiehouder dient daartoe de vereiste technische en boekhoudkundige stukken te verstrekken.

Art. 23. Aan de hand van het verslag van de mijnningénieur stuurt het bestuur de lijst van de gehandhaafde mijnconcessies binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit naar de minister.

HOOFDSTUK III. — *Concessies die binnen vijf jaar niet herontgonnen worden of waarvan afstand wordt gedaan*

Art. 24. De concessiehouders van mijnen die binnen vijf jaar niet herontgonnen worden of waarvoor de opzegging is gevraagd, bezorgen de mijnningénieur binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit volgende stukken :

1° een bewijsstuk van de hypotheekbewaarder waarbij vastgesteld is dat op de concessie geen hypothecaire inschrijving bestaat, of in het tegenovergestelde geval, een staat van de eventueel reeds genomen hypothecaire inschrijvingen, met bijvoeging van de opheffing van deze inschrijvingen;

2° een volledige lijst van de putten en mijnuitgangen die het voorwerp zijn geweest van een besluit tot verlating van de bestendige deputatie, met de referenties van dat besluit;

3° een volledige lijst en een kaart op een schaal van 1/10 000 met de ligging van de al dan niet aan de oppervlakte ontdekte doch door de plannen gekende putten en mijnuitgangen die het voorwerp van geen enkel besluit tot verlating zijn geweest;

4° een door de concessiehouder(s) op erewoord ondertekende verklaring waarbij gewaarborgd is dat de in punt 2° bedoelde putten en uitgangen voldoen aan de voorwaarden van de besluiten tot verlating.

Al zo niet moeten de concessiehouders de termijn betekenen waarin zij zich voornemen de toestand te normaliseren.

Art. 25. Binnen zes maanden na ontvangst van de in artikel 24 voorgeschreven stukken doet het bestuur op advies van de mijnningénieur de Minister een verslag toekomen waarin is vastgesteld dat de aanvrager zijn verplichtingen is nagekomen, of bepaalt het de termijnen waarin de aanvrager enerzijds de overeenkomstige wetten en reglementen voorgeschreven veiligheidswerken zal moeten uitvoeren en anderzijds de opheffing van alle op de mijn genomen inschrijvingen zal moeten verkrijgen.

Bij het verstrijken van de bepaalde termijnen stuurt de aanvrager een bewijsstuk van de hypotheekbewaarder naar de mijnningénieur, waarin is vastgesteld dat de mijn vrij en onbezwaard is van elke inschrijving, en licht hij hem in over de uitvoering van de voorgeschreven werken.

Op advies van de mijnningénieur zendt het bestuur het in het eerste lid bedoelde verslag binnen twee maanden naar de Minister.

Art. 26. De Executieve beslist binnen twee maanden na ontvangst van het in artikel 25 van dit besluit bedoeld advies bij besluit over de intrekking van de concessie.

HOOFDSTUK IV. — *Concessies die het voorwerp van geen enkele verklaring zijn geweest*

Art. 27. Voor de mijnen die het voorwerp van geen enkele verklaring zijn geweest, laat de Executieve binnen acht maanden na de inwerkingtreding van dit besluit aan de hand van het verslag van de bevoegde Minister overgaan tot de bekendmaking van het in artikel 71, het vijfde lid van het decreet bedoelde advies.

Art. 28. Indien de mijn het voorwerp is van een verklaring binnen de in artikel 71, zesde lid van het decreet vastgestelde termijn, wordt ze behandeld overeenkomstig de in de artikelen 22 tot 26 van dit besluit bepaalde procedure. De termijnen worden echter gerekend vanaf de laatste van de drie bekendmakingen bedoeld in artikel 71, vijfde lid van het decreet.

Art. 29. Indien de mijn binnen de in artikel 71, zesde lid van het decreet bedoelde termijn het voorwerp van geen enkele verklaring is geweest, brengt het bestuur binnen twee maanden na het verstrijken van de termijn op advies van de mijnningénieur verslag uit aan de Minister.

De Executieve beslist binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het in het eerste lid bedoelde verslag bij besluit over de intrekking van de concessie.

HOOFDSTUK V. — *Concessies die het voorwerp zijn geweest van een omstreden verklaring*

Art. 30. De Executieve laat binnen acht maanden na de inwerkingtreding van dit besluit de vorderingen tot rechtsbestrijding instellen op de declaranten wiens eisen slecht gegrond lijken.

Art. 31. De mijnen die het voorwerp van een rechtsvordering zijn geweest worden, al naargelang de omstandigheden, behandeld krachtens de bepalingen bedoeld in de artikelen 22 tot 26 of 27 tot 29 van dit besluit. De termijnen worden echter gerekend vanaf de datum waarop het eindvonnis in kracht van gewijsde is gegaan.

TITEL V. — Slotbepaling

Art. 32. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 30 april 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw
G. LUTGEN

F. 02 — 1915

[C — 27310]

**21 MAI 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 14 mars 1991 instituant un Comité régional du Trésor**

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 14 mars 1991, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 31 octobre 1991;
Vu l'accord du Ministre du Budget;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1980 et 4 juillet 1980;
Considérant la nécessité de prendre sans délai toutes les dispositions afin de garantir une saine gestion de la trésorerie régionale;
Vu l'urgence;
Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mars 1991 instituant un Comité régional du Trésor et modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 31 octobre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Comité est présidé par le Ministre du Budget ou son délégué.

Il est en outre composé :

- 1° d'un représentant du Président de l'Exécutif;
- 2° d'un représentant du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi;
- 3° du secrétaire général du Ministère de la Région wallonne;
- 4° du secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;
- 5° de l'inspecteur général de la division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne;
- 6° de l'inspecteur général de la division du Budget et de la Comptabilité départementale du Ministère de la Région wallonne;
- 7° de l'inspecteur général de la division des Recettes et de la Comptabilité départementale du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;
- 8° d'un membre de la Cour des comptes;
- 9° d'un inspecteur des finances accrédité auprès de l'Exécutif régional wallon et désigné par celui-ci;
- 10° du représentant de la Région wallonne auprès de la section « Besoins de financement du Conseil supérieur des Finances.

Le directeur de la direction du financement de la division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne sera associé aux travaux du Comité en tant qu'expert ».

Art. 2. L'article 2 bis de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mars 1991 instituant un Comité régional du Trésor et modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 31 octobre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Un représentant du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, le directeur du Service des Taxes et Redevances de la division de l'Eau et le directeur de l'Office des Déchets sont invités à participer aux travaux du Comité, chaque fois que celui-ci débat des questions liées aux recettes générées par les taxes et redevances en matière d'eau et par les taxes en matière de déchets ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 31 octobre 1991, le mot « notamment » est inséré entre les mots « choisies » et « dans les milieux ».

Art. 4. Le Président de l'Exécutif et le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 mai 1992.

Le Président de l'Exécutif,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON